

L'économie mondiale

Les Directeurs des six départements géographiques du FMI font le point sur la situation des régions dont ils s'occupent, les défis qu'elles ont à relever et les opportunités de croissance qui s'offrent à elles.

AFRIQUE

Goodall Gondwe

Directeur, Département Afrique

L'AFRIQUE subsaharienne a réalisé des progrès économiques considérables ces dernières années, ce dont témoignent la baisse de l'inflation et la progression régulière du PIB réel, qui a augmenté de plus de 4 % par an en moyenne depuis 1994. Ces avancées sont le fruit de meilleures politiques macroéconomiques (plus de rigueur dans les finances publiques et prudence dans le domaine monétaire) et de vastes réformes structurelles visant à accroître l'efficacité économique globale : déréglementation des prix, restructuration et privatisation des entreprises publiques, réformes du secteur agricole, rationalisation de la réglementation de l'activité économique, réforme de la fonction publique et libéralisation des régimes de change et de commerce.

L'Afrique subsaharienne a besoin d'une croissance beaucoup plus forte et plus durable pour faire reculer le fléau de la pauvreté. Mais les infrastructures et les services publics inadéquats, les carences des dispositifs de réglementation et d'incitation et la faiblesse de l'épargne, qui découragent tous l'investissement et nuisent à la productivité, continuent de faire entrave à la croissance. Les gouvernements doivent donc chercher à accroître l'investissement et son efficacité, et à encourager une augmentation sensible de l'épargne intérieure et étrangère. Et ce processus doit être mené par le secteur privé. Si le secteur privé ne décolle pas, ces pays auront du mal à parvenir à une croissance durable. Les mesures à prendre pour atteindre ces objectifs ne sont pas nouvelles, mais elles sont toujours valables. Cependant, elles ne peuvent porter leur fruits que dans un *environnement pacifique*, caractérisé par la stabilité politique et un gouvernement démocratique et participatif; il est essentiel de chasser l'image négative de l'Afrique et d'encourager l'investissement intérieur et étranger.

Premièrement, la *stabilité macroéconomique* est cruciale pour la croissance. Pour gagner la confiance des investisseurs, l'Afrique subsaharienne doit continuer d'adhérer à des politiques monétaires et budgétaires saines et les renforcer au besoin. Le renforcement de la confiance nécessitera aussi des efforts complémentaires pour promouvoir une bonne gestion publique et combattre la corruption, notamment avec la mise en place d'un cadre juridique moderne et efficient.

Deuxièmement, les pays d'Afrique subsaharienne doivent s'employer résolument à éliminer les obstacles à l'*efficacité économique, à la productivité et à la compétitivité*. Les réformes du secteur financier doivent stimuler l'épargne intérieure et optimiser l'affectation des ressources. Les cadres juridiques et réglementaires doivent être rationalisés en vue de réduire le coût des activités économiques. Pour accroître l'efficacité de la production, les autorités nationales doivent s'attacher à remettre en état et à développer les réseaux de transport et de télécommunication et à moderniser les secteurs de l'énergie et de l'eau, tout en continuant à restructurer et à privatiser les grandes entreprises publiques.

Troisièmement, les pays africains doivent accélérer l'*ouverture de leur économie à la concurrence* et approfondir leur intégration à l'économie mondiale. Il est essentiel de poursuivre la libéralisation des régimes de change et de commerce. La coopération régionale peut être un bon moyen de parvenir à une large ouverture sur l'extérieur. Elle offre un cadre dans lequel les pays peuvent élaborer des dispositifs réglementaires communs, harmoniser leurs politiques de finances publiques, abaisser les droits de douane et libéraliser le commerce multilatéral, ainsi que coopérer pour développer les infrastructures et pour prévenir et résoudre les conflits.

Quatrièmement, l'activité des administrations publiques devrait surtout consister à *fournir des services publics essentiels* — soins de santé de base et éducation primaire notamment —, à en améliorer la qualité et à développer l'infrastructure économique, domaine dans lequel l'Afrique subsaharienne est toujours en retard sur les autres régions en développement. Cela

suppose de renforcer les institutions publiques, y compris le cadre d'élaboration et d'application des politiques, et de réformer la fonction publique pour y développer le sens des responsabilités et la loyauté.

Enfin, les pays africains doivent axer plus spécifiquement leurs efforts d'ajustement sur la *réduction de la pauvreté*. Chaque pays doit définir une stratégie globale en la matière, en tenant compte de l'interdépendance des politiques macroéconomiques, structurelles et sociales.

Au seuil du XXI^e siècle, il sera indispensable que les pays d'Afrique profitent des avancées réalisées ces dernières années pour poursuivre les réformes structurelles et consolider l'assise d'une croissance forte et durable, s'ils veulent accélérer leur développement économique et social et participer pleinement à l'économie mondiale. Cela vaut en particulier pour les plus pauvres d'entre eux qui peuvent bénéficier d'un allègement considérable de leur dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), lancée par le FMI et la Banque mondiale.

ASIE ET PACIFIQUE

Yusuke Horiguchi

Directeur associé, Département Asie et Pacifique

L'ASIE a fait des progrès substantiels sur la voie du redressement depuis la crise macroéconomique et financière sans précédent qui a balayé la région en 1997–98. L'activité dans les pays les plus touchés — Corée, Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande — a repris de façon spectaculaire; le Japon semble émerger d'une décennie de stagnation, ce qui est particulièrement encourageant étant donné son importance dans l'économie de la région, et les perspectives économiques de la plupart des autres pays se sont aussi améliorées.

La rapidité de la reprise doit beaucoup aux politiques macroéconomiques mises en oeuvre dans bien des pays — les mesures de stimulation par le budget ont aidé à soutenir la demande intérieure, et la politique monétaire a été considérablement assouplie dès que la confiance est revenue sur les marchés financiers. Les initiatives de réforme structurelle ont aussi joué un rôle clé. Les gouvernements se sont mobilisés pour recapitaliser les banques, améliorer la surveillance et les dispositifs prudentiels et renforcer le cadre institutionnel de la restructuration du secteur des entreprises, y compris les procédures de faillite et de liquidation. En outre, les concours financiers substantiels apportés par la communauté internationale — y compris le FMI — ont contribué de façon cruciale au retour de la stabilité et de la confiance.

Cela dit, l'Asie a encore du chemin à parcourir pour retrouver son rythme de croissance antérieur, parmi les plus

rapides du monde, tout en réduisant sa vulnérabilité aux crises futures. Le FMI mettra en avant cet objectif stratégique dans son dialogue avec les pays de la région.

La priorité dans ce contexte doit être donnée avant tout à la *consolidation des reprises* en cours. Pour ce faire, il faut que les politiques macroéconomiques continuent d'accompagner cet effort. Lorsqu'il sera évident que ces reprises peuvent s'entretenir d'elles-mêmes, les autorités devront s'orienter graduellement vers une politique plus neutre. Cela suppose d'assainir les finances publiques à un rythme modéré, de manière à rééquilibrer les budgets et à alléger la charge qui incombe à la politique monétaire dans le maintien de la stabilité des prix. Du côté structurel, les pays d'Asie doivent intensifier leurs efforts d'assainissement des bilans et de restructuration des secteurs financiers et des entreprises. Les filets de protection sociale doivent être encore renforcés pour amortir l'impact des restructurations sur les couches sociales les plus vulnérables.

Des réformes encore plus profondes seront nécessaires pour que l'objectif stratégique susmentionné devienne réalité dans la décennie à venir. L'expérience récente a montré les risques du recours à un rapide accroissement des moyens de production pour stimuler la croissance, qui tend à déboucher sur des niveaux insoutenables d'accumulation du capital et un endettement dangereux. Ces risques se sont accrues avec la mondialisation des marchés des capitaux et des produits. Dans ce nouvel environnement, les économies asiatiques devraient plutôt stimuler la croissance en améliorant la productivité. Cela passe par une allocation des ressources efficiente, axée beaucoup plus sur le marché et beaucoup moins sur l'État que par le passé. Des marchés des capitaux, des biens et du travail plus libres et plus ouverts assurent une concurrence à armes égales et sont indispensables à une croissance rapide de la productivité. En même temps, des investissements substantiels dans les systèmes éducatifs seront nécessaires pour permettre à ces économies de suivre les avancées technologiques et d'en tirer le profit maximum.

Une meilleure gestion des risques et la réduction des vulnérabilités devront jouer un rôle central dans la stratégie de la région à plus long terme. Les systèmes prudentiels et les dispositifs de contrôle devront être adaptés rapidement pour suivre l'innovation sur les marchés financiers. Les autorités devront veiller à éviter les déséquilibres macroéconomiques, notamment budgétaires, un endettement extérieur excessif (en particulier pour les échéances courtes) et des politiques de change non viables. La coordination des politiques — y compris dans le contexte des instances régionales telles que la Coopération économique Asie–Pacifique, le Manila Framework Group et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est — a un rôle important à jouer pour promouvoir le dynamisme de la région et réduire le risque de crise à l'avenir.

«L'Asie a fait des progrès substantiels sur la voie du redressement depuis la crise macroéconomique et financière sans précédent qui a balayé la région en 1997–98.»

Tandis que la stratégie fondamentale décrite ci-dessus s'applique directement aux économies qui ont le plus souffert de la crise en Asie, elle n'est pas moins importante pour le reste de la région, en particulier pour les pays à faible revenu et ceux qui s'orientent vers des systèmes axés sur le marché. Même les économies qui l'ont déjà mise en oeuvre avec un succès remarquable — l'Australie et la Nouvelle-Zélande, par exemple — sont toujours aux prises avec de lourds déficits extérieurs courants et des tendances démographiques défavorables, et elles devront persévérer.

EUROPE

Michael Deppler

Directeur, Département Europe I

LES PAYS D'EUROPE, comme les autres, doivent ajuster leurs structures institutionnelles et socio-économiques pour relever les défis et tirer parti des possibilités que présentent l'intégration mondiale et les rapides transformations technologiques. Leurs actions seront toutefois influencées par l'Union économique et monétaire (UEM) européenne, qui continuera de jouer un rôle prépondérant dans les orientations de la région.

Pour les *pays qui sont déjà membres de l'UEM*, les principaux impératifs seront sans doute :

- de concilier les priorités politiques des États indépendants (eu égard à leurs politiques budgétaires, fiscales et sociales respectives);
- d'affiner encore la coordination des politiques monétaires et budgétaires pour mieux réagir aux fluctuations cycliques et aux chocs;
- de donner plus de souplesse aux économies, en particulier aux marchés du travail.

Du fait que la mobilité de la main-d'oeuvre en Europe restera sans doute limitée, la souplesse des salaires et des conditions de travail sera d'autant plus nécessaire à un ajustement sans heurt et non générateur de chômage. La monnaie unique fait que les pays de la zone euro ne peuvent plus recourir au taux de change pour corriger une perte de compétitivité, ce qui leur interdit tout désalignement de l'inflation ou des coûts salariaux, car il en résulterait une hausse du chômage. Le public pourrait y voir une conséquence de l'adoption de l'euro, et y réagir en s'élevant contre l'intégration. L'immobilité relative de la main-d'oeuvre exige aussi que l'on continue à éliminer les obstacles à l'intégration des marchés des biens et des services. Ces réformes sont encore loin d'être achevées.

Pour les *pays de la région qui sont en dehors de l'UEM*, une question clé sera de savoir comment ils y seront intégrés. Pour les pays d'Europe occidentale qui n'appartiennent pas à la zone euro, mais qui ont harmonisé leurs politiques budgétaires et autres, comme le Royaume-Uni et plusieurs pays scandinaves l'ont fait, les coûts et les avantages de l'appartenance à l'UEM continueront de dominer le débat politique. Il y a lieu de penser que la plupart de ces

pays finiront par en devenir membres, en particulier si l'UEM est considérée comme une réussite et que le passage à l'euro s'opère sans heurt.

Les *économies en transition d'Europe centrale et orientale* continueront à centrer leur action sur l'amélioration de leurs performances économiques et la mise en place d'une économie de marché. Cela est particulièrement important pour les pays du Sud-Est de l'Europe où — comme dans la Communauté des États indépendants (CEI) — le processus de mise en place d'une économie de marché, de réforme structurelle et de construction d'États-nations est moins avancé. Le défi est de taille pour l'Albanie et les pays issus de l'ex-Yougoslavie (Bosnie-Herzégovine, Croatie et ex-République yougoslave de Macédoine), ainsi que pour les régions qui subsistent de l'ex-Yougoslavie (Kosovo, Monténégro et Serbie), qui sortent à peine d'un conflit.

La *poursuite de l'élargissement de l'Union européenne* et ses relations avec le reste de l'Europe seront un autre grand dossier dans les années qui viennent. L'accession des pays qui ont déjà entamé le processus de négociations (Chypre, Estonie, Hongrie, Malte, Pologne, République tchèque et Slovaquie) ne sera pas facile. Nombre d'entre eux sont encore en train de travailler à l'adoption — et, plus important, à la mise en application —, des procédures et réglementations de l'Union européenne (comme l'acquis communautaire), dont certaines, par exemple celles qui couvrent l'environnement, risquent d'être très coûteuses. Ces six pays ainsi que d'autres (la Bulgarie, Malte, la Roumanie, la Slovaquie et le reste des États baltes qui sont aussi candidats) seront mobilisés par cette tâche dans les années qui viennent. L'Union européenne aura elle-même une tâche ardue, car l'élargissement exigera de renégocier le dispositif interne de prise de décision et de parvenir à un consensus sur la redéfinition des dispositions budgétaires et des politiques agricoles. La candidature de la Turquie devra aussi être à nouveau examinée, en particulier à la lumière de ses progrès sur la voie de la stabilisation macroéconomique et dans des domaines autres qu'économiques, comme celui des droits de l'homme.

ÉTATS BALTES, RUSSIE ET AUTRES PAYS DE L'EX-URSS

John Odling-Smee

Directeur, Département Europe II

CES DIX DERNIÈRES ANNÉES ont été marquées par des transformations spectaculaires dans les économies des États baltes, de la Russie et des autres pays de l'ex-URSS. Depuis la dissolution formelle de l'Union soviétique fin 1991, pratiquement tous ces pays ont renoncé à la plupart des aspects de l'économie dirigée. Mais le rythme et l'ampleur des progrès vers l'économie de marché et une croissance durable ont été très inégaux.

La transformation a été la plus prononcée dans les trois États baltes. La libéralisation de l'ensemble de l'économie, les privatisations sur une grande échelle et la stabilisation macroéconomique ont été les moteurs d'une reprise vigoureuse de la production, quoique l'on note un certain ralentissement cette année du fait de la crise russe. Mais dans les douze autres pays de la région, la transition est généralement moins avancée. Par exemple, le Bélarus, l'Ouzbékistan et le Turkménistan n'ont pas encore engagé de réformes en profondeur. Certains pays en cours de réforme — l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la République kirghize — ont réussi ces dernières années à obtenir des taux de croissance élevés, souvent à partir de niveaux de production extrêmement faibles. La reprise économique dans les autres pays a été en général beaucoup plus hésitante parce que les réformes budgétaires et structurelles n'ont été que partielles.

Les principales tâches pour la décennie à venir différeront selon les groupes de pays. Les États baltes devront consolider leurs réformes et leurs progrès en matière de stabilisation et s'orienter vers l'adhésion à l'Union européenne. Quant à la Russie, à l'Ukraine et à la plupart des autres pays, ils ont encore des mesures fondamentales à prendre pour passer à un système de marché. Dans la plupart des cas, l'inflation a été éliminée et les incertitudes qui y sont liées ne font plus obstacle à une croissance durable. Mais, dans bien des pays, les autorités ne sont pas encore parvenues à compléter le resserrement de leur politique monétaire par des réformes suffisantes des entreprises et des banques et par l'imposition de contraintes budgétaires rigoureuses. En conséquence, un segment important de l'économie n'a toujours pas d'incitation réelle à devenir plus efficace et plus compétitif pour survivre dans un système de marché. Et l'on a vu se développer à la place une culture délétère de troc et de non-paiement aussi bien des salaires que des obligations réciproques des entreprises, des prêts bancaires, des impôts et de dépenses publiques en tous genres.

Nombre de ces problèmes relèvent de la gouvernance. La plupart de ces pays ne se sont pas encore constitués en États dotés de l'autorité morale et des pouvoirs qui leur permettraient de faire régner la loi, de percevoir les impôts exigibles, de payer leurs propres factures, de définir clairement des règles du jeu fiables pour les participants au marché et de se désengager de la plupart des activités économiques de manière à limiter le plus possible la recherche de rentes et la corruption. Définir le juste rôle de l'État ne sera pas tâche facile, mais ce sera essentiel pour que les pays bénéficient pleinement d'une réelle intégration à l'économie mondiale.

Enfin, l'intégration à l'économie mondiale a entraîné un alourdissement des déficits extérieurs courants et de la dette extérieure pour beaucoup de pays de la région, ce qui était prévisible avec la transformation fondamentale de leurs économies. Mais s'ils veulent éviter des problèmes de service de la dette à l'avenir, il sera important qu'ils instaurent durablement un climat propice aux affaires pour continuer à attirer des investissements directs étrangers qui formeront l'assise de la croissance et leur donneront la capacité de rembourser leurs dettes futures.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Paul Chabrier

Directeur, Département Moyen-Orient

AU DÉBUT du deuxième millénaire, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord étaient l'une des régions les plus développées du monde. Leur culture rayonnait sur une grande partie de l'Afrique, de l'Asie et de l'Europe; une large part du commerce entre les trois continents transitait par cette région et était organisée par ses négociants; et les pièces de monnaie qui y étaient émises étaient un moyen de paiement international éprouvé.

Au seuil du troisième millénaire, les pays de cette région, comme tant d'autres, ont un écart considérable à combler pour rattraper les économies avancées en termes de revenus et de technologie. Le défi est de taille, étant donné la croissance démographique rapide, en particulier pour la population âgée de 15 à 30 ans, dont on attend le plus. En même temps, une population jeune est porteuse, et la région peut aussi tirer parti de son riche héritage culturel et de sa dotation exceptionnelle en ressources naturelles. Cependant, pour accélérer le développement et, en particulier, promouvoir un secteur industriel moderne et compétitif, la plupart des pays doivent se débarrasser des derniers vestiges des stratégies de développement dominées par le secteur public et tournées vers l'intérieur. S'il existe un large consensus sur l'importance du développement d'une économie intégrée au marché mondial, menée par le secteur privé et axée sur le marché, la réalisation de cet objectif exige des réformes politiquement difficiles.

• *Développer les institutions et les infrastructures qui forment la base d'une économie de marché.* La plupart des pays de la région sont en train de réduire les restrictions au commerce et à l'investissement, d'éliminer les rigidités des marchés du travail et de désengager l'État du secteur productif pour faire place à l'initiative privée. Ce processus doit être accéléré, même dans les pays les plus réformateurs. Dans beaucoup de pays, les faiblesses de la gestion publique et le manque de transparence sapent la confiance des investisseurs et freinent le développement. D'autre part, les systèmes judiciaires sont souvent faibles, notamment en ce qui concerne l'application des procédures de faillite et le recouvrement des créances bancaires.

• *Libéraliser les systèmes commerciaux.* En dehors des pays membres du Conseil de coopération du Golfe, la région reste relativement protégée, bien qu'un certain nombre d'initiatives aient été lancées ces dernières années pour ouvrir les marchés avec l'Europe, démanteler les barrières commerciales régionales ou participer plus activement à la libéralisation des échanges mondiaux. Étant donné la complémentarité, par exemple, des pays du Golfe, riches en ressources naturelles et en capitaux, et de ceux d'Afrique du Nord et du Levant, riches en main-d'oeuvre, une plus grande intégration économique régionale devrait être très bénéfique et ouvrir la porte à une libéralisation plus globale des échanges.

• *Renforcer les systèmes bancaires et développer les marchés financiers.* Les systèmes bancaires de la région sont généralement solides, mais les réglementations et la surveillance pourraient être renforcées. D'autre part, nombre de systèmes financiers restent dominés par des institutions publiques; la privatisation dans ce domaine est prioritaire. Le développement des marchés financiers, en particulier obligataires, doit être accéléré pour soutenir une croissance axée sur le secteur privé.

• *Accroître les dépenses sociales.* Tandis que les ressources naturelles ont été bien développées, la mise en valeur des ressources humaines a été beaucoup plus limitée. Cela tient à la fois à des systèmes d'éducation inadéquats, mal adaptés aux exigences du marché, et à l'insuffisance des dépenses de santé. Le développement du capital humain de la région sera indispensable pour permettre aux populations de réaliser leurs espoirs et leurs aspirations au prochain millénaire.

Le programme est vaste et les pays de la région ne se trouvent pas tous au même stade. À l'aube du troisième millénaire, tandis que les réformes ont déjà donné des résultats tangibles dans certains pays, elles sont moins avancées dans d'autres. Mais ils s'orientent tous dans le même sens et tendent, selon toutes les indications, vers l'élargissement et l'approfondissement des réformes. Ce processus pourrait s'accélérer plus vite qu'on ne le pense, en particulier si la région arrive à surmonter les différences politiques qui existent de longue date et à instaurer une plus grande stabilité. Si les pays de la région parviennent à relever ces défis, le nouveau millénaire est riche de promesses.

HÉMISPHERE OCCIDENTAL

Claudio Loser

Directeur, Département Hémisphère occidentale

LA FIN DU XX^e SIÈCLE a été marquée par de profonds changements en Amérique. Les fondamentaux macroéconomiques ont été renforcés, au Nord comme au Sud, avec la résorption des déficits budgétaires au Canada et aux États-Unis et l'élimination des taux élevés d'inflation qui dominaient depuis longtemps le paysage économique de l'Amérique latine. Les échanges avec le reste du monde et dans l'Hémisphère se sont considérablement développés à la faveur de la libéralisation des régimes commerciaux, notamment dans le contexte d'accords d'intégration régionale. Les pays ont commencé à s'intéresser de plus près à la question de la gouvernance, et presque tous ceux de l'Hémisphère occidental entreront dans le troisième millénaire avec des gouvernements élus démocratiquement.

Mais la région a encore d'importants défis à relever, qui diffèrent quelque peu entre les trois sous-régions.

• Grâce à leurs efforts résolus sur le plan macroéconomique pendant les années 90, le Canada et les États-Unis ont ce problème enviable d'avoir à décider de ce qu'ils feront de leurs excédents budgétaires considérables. Au Ca-

nada, le débat sera centré sur la manière d'utiliser ces excédents pour financer les réformes de l'impôt sur le revenu et une augmentation des dépenses d'éducation et de santé afin de répondre aux besoins d'une population vieillissante, tout en continuant à réduire le ratio relativement élevé de la dette publique au PIB. Aux États-Unis, la question centrale sera de savoir dans quelle mesure les excédents budgétaires prévisibles doivent être maintenus pour faire face aux be-

«La fin du XX^e siècle a été marquée par de profonds changements en Amérique.»

soins de financement à long terme de la sécurité sociale et de la couverture médicale des personnes âgées, ou pour financer des réductions des impôts ou des augmentations des dépenses.

• En Amérique latine, la situation macroéconomique a encore besoin d'être consolidée, en particulier dans le domaine des finances publiques. Si la plupart des pays ont beaucoup progressé dans la réduction des déficits budgétaires endémiques du passé, la récente crise financière a révélé, dans bien des cas, des faiblesses des finances publiques qu'il est urgent de corriger, notamment en renforçant la qualité et l'efficacité de la fiscalité et des programmes de dépenses publiques. La poursuite des réformes de la «deuxième génération» sera tout aussi nécessaire pour accroître la transparence, la responsabilisation et la participation sociale, et pour développer les institutions indispensables au fonctionnement efficace des économies de marché. Des efforts devront être faits pour réduire le degré inacceptable de pauvreté et de disparité des revenus qui continuent de caractériser l'Amérique latine en dépit de ses remarquables avancées économiques. La stabilité macroéconomique et une plus grande efficacité des marchés devraient favoriser la croissance vigoureuse et durable nécessaire à la réduction de la pauvreté. En outre, la région devra s'attacher à mettre en valeur les ressources humaines, en améliorant les programmes d'éducation et de santé publique, à rehausser le niveau de l'emploi, par des réformes des marchés du travail visant à accroître les débouchés d'emploi pour les pauvres, et à développer des programmes de soutien social bien ciblés et bien financés.

Les pays des Caraïbes ont beaucoup progressé ces dernières années en matière d'ouverture et de déréglementation de leurs économies. Ils doivent intensifier ce processus pour devenir plus compétitifs et diversifier leurs exportations face à l'érosion de leur statut privilégié dans le domaine du commerce extérieur. Du fait que leur accès aux financements concessionnels est aussi en train de se rétrécir, ils doivent prendre des mesures pour consolider leur position budgétaire afin d'accroître l'épargne publique et d'être en mesure de répondre à leurs besoins d'investissement encore considérables. **F&D**